

### Muriel Pénicaud, la recrue idéale pour déminer les dossiers explosifs au Travail?



La nouvelle ministre du Travail, Muriel Pénicaud, devra porter l'une des réformes phares du quinquennat Macron: la refonte du code du travail qui irait plus loin que la loi El Khomri. Un dossier explosif. AFP PHOTO / STEPHANE DE SAKUTIN

Sur le papier, la nouvelle ministre du Travail aurait le CV parfait pour mener la réforme du code du Travail. Vraiment?

En devenant ministre du Travail du gouvernement d'Édouard Philippe, Muriel Pénicaud a accepté une mission à haut risque. Les réformes du droit du Travail et de l'assurance chômage sont en effet deux chantiers prioritaires du quinquennat. Le nouveau président a promis de bouleverser les règles générales encadrant le travail et il veut aller vite en ayant recours aux ordonnances.

**LIRE AUSSI >> [Emmanuel Macron veut une réforme rapide du droit du travail: pas si simple...](#)**

Un projet "mûr dans le débat", selon lui, mais une méthode peu amène pour les partenaires sociaux qui craignent un passage en force. Même la CFDT, l'un des rares soutiens de la décriée loi Travail du gouvernement précédent, a [multiplié les alertes par voie de presse](#), appelant le gouvernement à ne "pas réformer le code du Travail à la hussarde".

### Des réformes délicates

Si les réticences sont fortes, c'est que le projet d'Emmanuel Macron ressemble à la loi El Khomri dans sa première version, en plus radical encore.

**LIRE AUSSI >> [Loi Travail: sept mesures fortes entrées en vigueur au 1er janvier](#)**

Il veut en effet faire primer l'accord d'entreprise. Le code du travail ne fixerait plus que les grands principes, comme la durée légale du travail, la protection syndicale, le salaire minimum ou encore la lutte contre les [discriminations](#). Dans d'autres domaines, dont la liste n'est pas encore définie, la signature d'accords d'entreprise permettrait d'y déroger. Cette "[inversion de la hiérarchie des normes](#)" est possible depuis la loi Travail, mais uniquement pour les questions concernant le [temps de travail](#). Cet élargissement signerait une véritable "casse du code du travail", s'insurgent ses détracteurs.

Autre sujet épineux, les [indemnités prud'hommes](#) sont pour Emmanuel Macron un frein à l'emploi, qu'il convient de lever. Il veut les encadrer. "Le plancher permettra de protéger les droits des employés, le plafond [pour les [licenciements abusifs](#), ndr] donnera aux entreprises une visibilité et une assurance qui permettront de lever les freins à l'embauche en CDI", défend-il.

**LIRE AUSSI >> [Réformes Macron: les patrons, aussi, sont sur leurs gardes](#)**

L'idée n'est pas nouvelle: elle figurait déjà dans la [loi qu'il a portée en 2015](#), mais avait été [retoquée par le Conseil constitutionnel](#). Qu'à cela ne tienne! Il aura la tête du "totem" comme le souhaite le patronat. Ce qui n'est pas du goût des syndicats, qui ont déjà exprimé leur désaccord. "Nous avons trouvé un équilibre avec un [barème indicatif](#). Revenir à un plafond ne sera pas acceptable", s'insurge le président de la CFTC, Philippe Louis. "On ne manquera pas de lui rappeler que 99% des entreprises françaises sont des PME et 92% des TPE", souligne de son côté Michel Chassang, président de l'Unapl, le syndicat des professions libérales. Le ton de la concertation est donné.

## Des forces, mais aussi des faiblesses

Une expérience dans le privé en tant que DRH de grandes entreprises (chez Danone), en région dans des institutions territoriales et au ministère du Travail auprès de Martine Aubry: sur le papier, le [CV de Muriel Pénicaud](#), à la fois technique et politique, semble idéal pour répondre aux défis qui l'attendent rue de Grenelle. Savoir faire preuve de pragmatisme, autorité et efficacité sur des sujets techniques parfois périlleux, en respectant le tempo d'un président pressé...

Elle est rompue au dialogue social et connaît bien les rouages de la formation, grâce à son passage au ministère du Travail, mais aussi chez Danone où elle a été à ses débuts en charge de ce dossier. Une carte en plus pour Emmanuel Macron, qui a mis la formation continue au coeur sa refonte de l'assurance chômage.

"La nouvelle ministre du Travail a conduit de gros projets RH chez Danone. On en déduit qu'elle sait avancer pas à pas dans les négociations sur des faits concrets. Cette expérience devrait rassurer les syndicats", analyse le coach de dirigeants François Enius.

Les réactions au lendemain de sa nomination semblent lui donner raison. "C'est une femme que j'apprécie. Sa nomination a du sens", a déclaré le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, sur RMC/BFM TV, rappelant qu'elle avait coécrit un rapport "remarquable" sur le stress au travail, qui a "servi de base à la négociation de 2013 sur la qualité de vie au travail".

Sur France info, le secrétaire général de FO s'est lui aussi dit "rassuré" par cette ministre "qu'il connaît bien". Jean-Claude Mailly est désormais pressé de la rencontrer.

**LIRE AUSSI >> [Emmanuel Macron veut-il "fliquer" les chômeurs?](#)**

"La dernière ligne de son CV est tout aussi importante, souligne François Enius. Elle a su mener une opération de fusion - chez Business France - dans des conditions de restrictions budgétaires, tout en mettant en avant la France. Elle a peut-être connu des petits ratés, mais globalement, sur le papier, on a un profil bien construit. C'est un choix de qualité pour préparer des dossiers bien ficelés".

### Réussira-t-elle à concilier l'inconciliable?

Voilà pour les points forts. Mais "attention au paraître, prévient le coach. La phase après-négociation avec les syndicats, lorsqu'il faudra défendre le dossier au Parlement pourrait être plus compliquée. C'est excellente technicienne: elle se dit obsédée des faits et des chiffres. Mais il n'est pas sûr qu'elle sache monter au filet en cas de crise."

